

UNDT/2019/094, Reilly

Décisions du TANU ou du TCNU

Receivability Le Tribunal a constaté que l'ASG, l'OHRM, le fait de prendre des mesures sur la plainte du demandeur près de neuf mois après son dépôt, ne prenant en compte que la période qui a précédé la demande d'évaluation de la direction, constitue une violation claire des dispositions de ST / SGB / 2008/5. Le Tribunal a estimé que le non-agitation de l'administration sur la plainte du demandeur était d'une décision administrative implicite qui a été soumise à un examen judiciaire. La demande a donc été considérée comme la créance. Mais Le Tribunal a constaté que le non-traitement de la plainte du demandeur était illégal dans la mesure où il ne se conformait pas à la fourniture de ST / SGB / 2008/5 pour les raisons suivantes. Il n'y a aucune disposition permettant au Secrétaire général de décider unilatéralement de suspendre ou de reporter le traitement d'une plainte en vertu de ST / SGB / 2008/5, ni aucun pouvoir discrétionnaire impliqué. En décidant de reporter l'examen de la plainte du requérant, le secrétaire général n'exerçait aucun droit spécifique en vertu des règles qui pourraient justifier un retard dans la fin de l'enquête en vertu de la jurisprudence du Tribunal d'appel. Il prenait une décision unilatérale de s'écartez des règles applicables, ce qui n'est pas autorisé. En outre, il n'y avait aucune raison convaincante de reporter l'examen de la plainte du demandeur jusqu'à ce qu'une décision soit prise sur sa demande dans le cas n ° UNT / GVA / 2017/052, qui remet en question, entre autres, la délivrance d'un communiqué de presse du 2 février 2017 Sur la base de violations présumées des droits du demandeur à la vie privée et à protégés contre la diffamation. Une enquête sur une plainte d'abus d'autorité a un objectif différent de l'examen par le Tribunal de la décision de publier un communiqué de presse si cela est réputé constituer une décision administrative révisable. Remèdes Étant donné que l'illustration dans le cas présent impliquait l'inaction, le Tribunal considérait que le remède approprié était une ordonnance de performance spécifique en vertu de la SEC. 10.5 (a) de sa loi, pour obliger l'administration à déterminer l'opportunité d'initier une enquête d'enquête sur la plainte du demandeur, conformément à la SEC. 5.14 de ST / SGB / 2008/5. Compte tenu du temps déjà écoulé et du fait que l'ASG, OHRM, avait déjà

reçu des commentaires du haut-commissaire, le Tribunal jugeait approprié de donner à l'ASG, OHRM, une date limite de trente calendoyaire pour le faire. La demande de dommages-intérêts moraux du demandeur a été rejetée.

Décision Contestée ou Jugement Attaqué

La requérante conteste la décision implicite de ne pas traiter sa plainte d'abus d'autorité contre le haut-commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme.

Principe(s) Juridique(s)

Le Tribunal d'appel a considéré que la complexité de certaines plaintes, le fait que des éléments supplémentaires ont été mis en avant par le plaignant et l'exercice des droits des parties par le litige ont été considérés comme des justifications valides lors de l'examen des retards dans la fin des enquêtes (OUMMIH 2015-UNAT-518). Cela étant dit, le tribunal d'appel qui a tenu à Benfield-Laporte 2015-UNAT-505 selon lequel «une période de six mois pour communiquer la décision de ne pas ouvrir une enquête officielle d'enquête est loin d'être rapide» et ne se conformait pas avec les exigences des exigences ST / SGB / 2008/5. Il est également banal que le fait de ne pas prendre de décision peut représenter une décision administrative révisable (Tabari 2010-UNAT-030).

Résultat

Jugement rendu en faveur du requérant en intégralité ou en partie

Applicants/Appellants

Reilly

Entité

HCDH

Numéros d'Affaires

UNDT/GVA/2018/024

Tribunal

TCNU

Lieu du Greffe

Genève

Date of Judgement

24 Mai 2019

Duty Judge

Juge Downing

Language of Judgment

Anglais

Type de Décision

Jugement

Catégories/Sous-catégories

Décision administrative

Décision administrative implicite

Enquêtes

Droit Applicable

Bulletins du Secrétaire général

- ST/CSG/2008/5

TCNU Statut

- Article 10.5(a)

Jugements Connexes

2015-UNAT-518

2015-UNAT-505

2010-UNAT-099

2010-UNAT-084

UNDT/2018/071